LE MALAISE AU RND S'ACCENTUE

Bensalah, nouvelle cible des redresseurs

Deux fois de suite, soit hier et dimanche dernier, le nouveau bureau national du RND s'est réuni sous la présidence de son secrétaire par intérim M. Abdelkader Bensalah. Toutefois, le fait marquant de ces deux réunions reste incontestablement l'absence de Yahia Guidoum et Bekhti Belaïb, deux locomotives du mouvement de redressement de ce parti.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La crise que traverse le RND n'est pas près de connaître son dénouement. C'est ce que laissent croire des sources proches de la direction nationale de ce parti, au lendemain de l'absence «très remarquée» à ces deux réunions de deux membres très «influents» du mouvement de redressement. Il s'agit de Yahia Guidoum et Bekhti Belaïb, deux opposants de l'ex-secrétaire général du RND.

Nos sources indiquent que ces «deux absences illustrent le profond désaccord qui oppose le chef de file du mouvement de redressement M. Yahia Guidoum au secrétaire général par intérim M. Abdelkader Bensalah. «Le malaise est là et réel. Depuis la nomination de M. Bensalah à la tête du RND, aucun changement particulier n'a été enregistré», témoigne sous couvert d'anonymat un membre du conseil national. Pour ce dernier, «Abdelkader Bensalah fait du surplace et n'affiche nullement son intention d'aller vers un règlement de la crise, qui ébranle depuis plusieurs mois le parti. Sinon comment expliquer la lenteur avec laquelle il est en train de gérer le parti ?»

En guise d'argument, notre source nous fait savoir que l'ordre du jour de ces deux réunions était consacré «à des questions de moindre importance comme par exemple définir et valider les différents programmes d'action des membres du bureau».

Hier en fin d'après-midi, la réunion se poursuivait toujours et un communiqué sanctionnant les travaux devait être rendu public.

Notons que le désaccord entre les animateurs du mouvement de redressement et le secrétaire général par intérim ne date pas d'aujourd'hui. Selon des sources sûres, Yahia Guidoum n'a pas hésité à afficher ouvertement son opposition à la démarche initiée par le successeur d'Ouyahia au lendemain de son plébiscite à la tête du RND.

Photo : Samir Sid

Il est reproché à Bensalah de faire du surplace.

Le chef de file des redresseurs, ajoutent nos sources, aurait contesté la démarche de Bensalah pour la composition du nouveau bureau politique. On aurait reproché à ce dernier de vouloir «favoriser les proches de l'ex-secrétaire général, en leur confiant des postes-clés au sein de l'exécutif».

Il a fallu, ajoute-t-on, que «des intermédiaires entreprennent une mission de bons offices» pour que les deux hommes puissent se mettre d'accord sur la question. Il n'en demeure que la composition du nouveau bureau politique a provoqué la colère de certains membres du mouvement de redressement, à l'image de la secrétaire générale de l'UNFA, Mme Nouria Hafsi.

«Ces nominations prouvent que c'est Ouyahia qui continue de gérer le parti, et non Bensalah», a-t-elle déclaré. Et d'ajouter : «Ce n'est pas normal que Nouara Djaâfar et Nawel Ag Ayad soient nommées dans le bureau technique. Elles font partie du clan d'Ouyahia. Les postes importants ont été attribués à des proches d'Ouyahia et les moins importants confiés aux membres du mouvement de redressement.» Nouara Djaâfar, ancienne ministre chargée de la Famille et sénatrice du tiers présidentiel, a été nommée, pour rappel, par M. Bensalah comme porte-parole du parti.

«C'est un scandale. Tous les postes stratégiques sont confiés aux proches d'Ouyahia», s'indigne une autre source. A ce titre, on cite les cas des postes d'organique et des élus nationaux qui ont été confiés à Abdelkader Malki et Mohamed Bouzeghoub.

Du côté des redresseurs, le coordinateur du mouvement de redressement, en l'occurrence Yahia Guidoum, est chargé des relations extérieures et de l'émigration, Tayeb Zitouni, l'initiateur du Mouvement pour la sauvegarde du RND, s'occupe de la jeunesse et du mouvement associatif, Hami Laroussi est chargé des relations générales, tandis que que Bekhti Belaïb s'occupe des questions économiques.

A. B.

SELON LE DG DU TRÉSOR

Un système d'informations bancaires opérationnel à court terme

Un système d'informations, mis en œuvre par l'ensemble des banques et établissements financiers, sera opérationnel à court terme.

C'est ce que le directeur général du Trésor, Hadji Babaâmmi, a indiqué hier à l'hôtel El Aurassi, en estimant que la création de ce système «performant, intégré et cohérent» s'inscrit dans le cadre du processus de réformes financières dont celles relatives à la modernisation des activités bancaires et assurantielles mais aussi celle du système de paiement.

Or, selon ce responsable au ministère des Finances, le fait que les banques disposent d'un tel système d'information permettra d'assurer «la fiabilité, la rapidité et la disponibilité des informations (inter et intra-bancaires)», à même de fluidifier les transactions bancaires pour le grand public.

Par ailleurs, le Dg du Trésor a indiqué que les disponibilités cumulées du Fonds de régulation des recettes (FRR) ont atteint, fin 2012, un montant cumulé de 5 600 milliards de dinars (de l'ordre de 75 milliards de dollars). Soit un montant engrangé annuellement de 500 millions de dollars durant la décade écoulée, malgré la diminution enregistrée en 2009 pour les prix du pétrole.

En outre Hadji Babaâmmi a indiqué que la dette publique externe représente un montant de 402 millions de dollars, en diminution de 85 millions de dollars. Néanmoins, la dette publique interne constitue encore un sujet de préoccupation pour le ministère des Finances, appelant à la réduire d'autant que les dépenses de fonctionnement constituent un poste de premier plan et que le déficit enregistré avoisinait les 2 000 milliards de dinars. Dans ce sens, le DG du Trésor a indiqué que le solde global du Trésor a atteint, à la fin novembre 2012, un montant de 2 300 milliards de dinars.

Le responsable du ministère des Finances intervenait à l'occasion de la signature d'une convention de partenariat stratégique entre l'Institut algérien des hautes études financières (IAHEF) et l'Institut du financement du développement du Maghreb arabe (IFID), sous l'égide de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF), l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances (UAR) et de l'Union des banques maghrébines (UBM). Visant à développer un partenariat optimal entre les deux Instituts en matière de montage de programmes de formations dédiées aux cadres et managers des institutions financières algériennes et tunisiennes, l'échange d'expertises et d'ingénierie pédagogique, de ressources professorales et de données, cette convention constitue un jalon important dans le processus de consolidation des relations bilatérales.

Une action voulue pragmatique, en attendant la concrétisation du processus d'unification et d'intégration financière, bancaire et économique maghrébine, que des considérants notamment politiques freinent encore.

Chérif Bennaceur

ACCESSION DE L'ALGÉRIE À L'OMC

Les raisons de l'échec

Le 11e round des négociations avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se tiendra en avril prochain. L'Algérie, en instance d'accès à ce «club», où se négocient les règles en matière de commerce, depuis bientôt 20 ans, semble avoir du mal à se faire accepter par ses membres. Explications…

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Mouloud Hedir, consultant auprès du Forum des chefs d'entreprises, ancien directeur général du commerce extérieur (1996-2001), qui a animé la conférence organisée hier par le forum économique d'*El Moudjahid*, a fait part de son analyse de ce processus, énumérant au passage les raisons de son échec.

D'après cet économiste, les négociateurs algériens n'ont pas bien saisi les mutations de l'économie mondiale de ces dernières années dont les pays émergents fixent désormais les règles de jeu en matière d'échanges commerciaux.

Ainsi, l'Algérie, qui peine à faire aboutir les négociations, a payé cash son hésitation à un moment de l'histoire où l'adhésion était une formalité. «Près de 40 pays sont venus bien après nous et ont réussi à intégrer l'Organisation», a-t-il précisé. Or, avec le durcissement des règles au fur et à mesure que les rangs du «club» grossissent, cela devient de plus en plus compliqué et n'obéit plus à des impératifs strictement économiques.

Les subventions finissent dans les poches des agriculteurs étrangers

Bref, le premier obstacle, selon M. Hedir, est que l'«Algérie n'arrive pas à assumer son ouverture économique qui continue d'être vue comme étant imposée par le FMI». «La loi de finances complémentaire de 2009 a imposé des restrictions sur l'investissement. Si ses dispositions ont été promulguées sur la base du déséquilibre de la balance des paiements, on s'est trompé sur les techniques de résolution du problème. Le Credoc est fait pour réinjecter de l'argent dans les banques et non pas pour financer l'économie. Cette loi va à l'encontre même des engagements internationaux de l'Algérie, écrits noir sur blanc dans l'accord d'association avec l'UE», a-t-il estimé.

Le deuxième obstacle est le «fossé qui se trouve entre la politique de commerce et celle de l'investissement».

«La règle du 51/49, par contre, est généralisée pour tous les secteurs d'activité. On peut admettre qu'elle soit appliquée dans des créneaux stratégiques comme les banques, les transports, l'énergie… mais cela dissuade les investisseurs étrangers désirant installer des unités de production chez nous. Du coup, ils continuent à nous vendre leurs produits. C'est une absurdité dans la mesure où le commerce et l'investissement doivent aller de pair. Les tarifs douaniers qui sont d'un niveau beaucoup moins important que celui de la plupart des pays membres de l'OMC, ne constituent pas un instrument de protection de la production nationale. On peut importer n'importe quelle marchandise dans n'importe quel pays», a-t-il expliqué.

Le troisième obstacle est la «subvention de la consommation». «Quand on subventionne la consommation d'un produit importé, cela signifie qu'on a indirectement aidé les producteurs de ces produits. Dit autrement, au lieu de se tracer des objectifs d'autosuffisance en subventionnant les agriculteurs algériens, l'argent injecté sous ce chapitre finit dans les poches des producteurs des pays fournisseurs», a-t-il établi.

Le quatrième obstacle, c'est la réglementation du change en matière du commerce des services, ce qui pénalise les producteurs locaux, car cela leur revient excessivement cher. En somme, a souligné M. Hedir, «il n'y a aucun membre de l'OMC qui a intérêt à ce que l'Algérie accède au club».

«Il n'y a aucun membre de l'OMC, à ce que je sache, pour qui l'adhésion de l'Algérie est une préoccupation. C'est un pays très ouvert en matière de commerce, et tout le monde a les facilités nécessaires à nous vendre ses produits. Nous avons fait des concessions qui nous auraient permis d'accéder cinq fois à cet espace de concertation. C'est pourquoi nous continuons à tourner en rond. Pour sortir de là, je dirai qu'il faut se réapproprier notre politique de commerce et la mettre en cohérence avec celle de l'investissement. Elle est façonnée, qu'on le veuille ou non, par les membres de l'OMC qui contrôlent actuellement 97% des échanges mondiaux et imposent forcément les règles du jeu», a-t-il conclu.

L. H.